

il avisa par écrit le commandant français de la place, que 7 000 Indiens, qui avaient eu connaissance de ses souffrances et de ses humiliations, s'étaient déclarés ouvertement pour lui et s'approchaient de la capitale. Le commandant français ne tarda pas à prévenir l'empereur de cet avis étrange. Maximilien envoya sur-le-champ une commission qui se composait du maréchal de la cour, du premier adjudant, le général Woll, et du comte Bombelles, chargée de dresser un protocole sur cette affaire et de fouiller les papiers de Schertzenlechner. Naturellement on ne trouva rien. C'était simplement une stupidité commise dans un accès de haine. Schertzenlechner aurait dû, à juste titre, être cité devant un tribunal, pour avoir répandu un bruit alarmant, mais l'empereur lui pardonna et ordonna qu'il reçût le titre et les revenus d'un conseiller d'État (9 000 florins), avec ordre de partir pour l'Europe. On lui permit de se rendre à Lacroma, d'y vivre gratuitement et d'emmener une certaine dame à cheveux roux, pour laquelle il montrait ostensiblement une faiblesse. On peut s'expliquer ces avantages considérables accordés à un homme qui s'était si mal conduit, par la crainte que Maximilien avait des indiscretions, car Schertzenlechner était initié à presque tous les secrets, surtout à la protestation très confidentielle contre le pacte de famille, qu'il avait dû signer alors à bord de la *Novara*. Cet homme se vantait que par suite de ce fait l'empereur serait contraint de s'humilier devant lui. Il s'obstinait donc et déclara n'accepter ni la pension, ni la permission de séjourner à Lacroma. Il ne voulait « nada » (rien), comme il disait, jusqu'à ce que la flétrissure de son honneur blessé ne fût effacée. L'empereur était exaspéré et lui fit écrire une lettre rigoureuse par son maréchal de la cour, dans laquelle on pouvait lire entre autres, qu'avant de parler de la flétrissure de son honneur il ferait bien de réfléchir à ce que, tout en étant conseiller d'État de l'empire mexicain, il continuait à toucher la pension d'un laquais à la cour d'Autriche. Ceci était-il conciliable avec sa nouvelle dignité? Schertzenlechner fut congédié, mais pourtant l'empereur se crut obligé d'adresser, avant son départ, à son secrétaire d'autrefois une lettre très conciliante (1).

(1) Empereur Maximilien au conseiller d'État Schertzenlechner, Chapultepec, 27 février 1865. Vienne, Archives de l'État.

Sans donner aucune réponse, Schertzenlechner partit pour l'Europe le jour suivant. Eloin triomphait pour le moment, mais cette affaire lui avait beaucoup nui auprès de l'empereur et en outre il avait des ennemis redoutables au quartier général français. Eloin n'avait d'abord pas — il est vrai — agi expressément contre les Français, mais à présent où il ne voyait que de la haine autour de lui il devint de plus en plus hostile et ne contribua nullement à améliorer les relations entre l'empereur et Bazaine. L'impératrice faisait son possible pour adoucir les contrastes et elle obtint que son père, le roi des Belges, conférât à Bazaine la grand'croix de l'ordre de Léopold. L'envoi de l'ordre fut accompagné d'une lettre, dans laquelle Charlotte disait qu'elle n'avait pas de lauriers à lui envoyer puisqu'il venait de se les cueillir lui-même (1).

C'était une allusion à un succès militaire que le maréchal venait de remporter dans le midi du pays. Porfirio Diaz s'étant établi à Oajaca avec des forces juaristes assez considérables, Bazaine s'était mis lui-même à la tête des troupes et le 9 février Porfirio Diaz se rendit avec 4 000 hommes et 60 canons. Mais les lauriers de Bazaine avaient coûté un argent fou, ce qui grevait encore sensiblement les finances mexicaines.

Dans la question de l'Église, l'empereur Maximilien était resté ferme et le 26 février il faisait publier le décret qui prévoyait la liberté des cultes et ordonnait la révision de la vente des biens de l'Église (2).

Les évêques se révoltèrent contre le décret, mais Maximilien publia une vigoureuse polémique. Et tout en sachant que la mise en vigueur du décret, qui ne tenait aucun compte des exigences du pape et du nonce, ne ferait que gêner davantage les relations avec Rome, il cherchait pourtant à arriver à un accord. Il envoya une mission extraordinaire à Rome, qui était composée du ministre Velasquez de León, de l'évêque Ramirez et du conseiller d'État Degollado. Les négociations devaient aboutir à un concordat avec la Curie romaine.

On a peine à se figurer comment Maximilien, qui se plaignait amèrement à Rome de la conduite du nonce, pouvait espérer

(1) Impératrice Charlotte au maréchal Bazaine, 14 février 1865. Vienne, Archives de l'État.

(2) Voir DOMENECH, III, p. 318.



en même temps que la Curie romaine désavouerait le nonce et accomplirait tout ce que l'empereur désirait. Dans l'allocution du 27 mars, le pape se contenta de dire qu'il avait l'espoir que l'empereur finirait par abandonner le chemin malheureux dans lequel il s'était engagé et se soumettrait aux désirs et aux exigences de l'Église. En même temps le nonce fut rappelé pour ne pas être le spectateur impuissant du pillage de l'Église. L'empereur Maximilien avait espéré que l'envoi d'une commission, qui devait faire des propositions conciliantes, suffirait à arrêter toute mesure rigoureuse de la part de Rome et il fut fort étonné de cette nouvelle décision de la Curie et s'en ouvrit au corps diplomatique. « D'ailleurs, ajouta-t-il, je m'en rapporte à Dieu et je m'émanciperai du clergé ! »

Maximilien fit élaborer un exposé détaillé du développement de la situation actuelle par le ministre Ramirez et l'envoya à différents endroits en Europe. Il en fit aussi parvenir un exemplaire à l'archiduc Charles-Louis à Vienne qui, par ce moyen, était renseigné sur toutes les négociations avec le nonce, qui, dit l'empereur à plusieurs reprises (1), s'était conduit d'une manière incroyable et qui avec sa diplomatie fautive et usée s'était gravement trompé. « Si l'on dénigre, ajoutait-il, et je m'y attends, dans l'Europe ultramontaine, le procédé de mon gouvernement et si les médisances parviennent jusqu'à maman et lui font du chagrin, je te prie de lui montrer cet exposé documenté. »

Le nonce quitta Mexico, selon l'ordre reçu, et se rendit à Guatemala, où le président, général Carrera, qui était un ami de l'Église, était décédé le 14 avril. C'était un coup grave pour la politique française et pour Maximilien qui voyait compromis son plan de gagner l'Amérique centrale. Maximilien ne regretta pas le départ de ce « prêtre opiniâtre, aux allures brusques, véhémentes et peu diplomatiques (2). » Il s'était encore entretenu avec lui le jour même de Pâques, après la messe, et lui avait déclaré qu'il était bon catholique, lui, meilleur que beaucoup d'autres souverains.

(1) Empereur Maximilien à l'archiduc Charles-Louis, Mexico, 2 mars 1865. Vienne, Archives de l'État.

(2) Empereur Maximilien à Ramirez, 10 avril 1865. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

Mais il y avait d'autres sujets d'inquiétude encore. En novembre 1864, François-Joseph avait, sans prévenir préalablement son frère, soumis au conseil de l'empire autrichien et livré au public, le pacte de famille, conclu à Miramar. Maximilien ne s'était pas contenté de rédiger, pendant son voyage au Mexique, la protestation déjà mentionnée, mais il avait à la fin de 1864 donné des instructions à Hidalgo (1) : celui-ci, en compagnie de Frossard et d'Herbet, les témoins de la « pression » exercée sur lui pour lui arracher la signature, devait « faire dresser procès-verbal sur ce procédé déplorable », croyant que cela pourrait avoir les plus grands avantages dans l'avenir. C'était un pas en avant vers la contestation de la validité du pacte. La publication inattendue du pacte venait donc fort mal à propos pour Maximilien et il fut indigné qu'on ait fait tout cela derrière son dos. Il était alors d'autant plus sensible à ces choses-là, qu'il avait bien des fois discuté avec sa femme la question, s'il ne serait pas opportun de renoncer à l'entreprise du Mexique et de rentrer en Autriche, étant données la situation difficile et les querelles énervantes avec le clergé. Hors de lui il écrivit à Hidalgo que ce que les journaux à Paris racontaient était faux ; sa famille l'a dépouillé de ses droits les plus sacrés et cela de telle façon que si son père, qui avait toujours été contre le pacte, venait à mourir sans laisser un testament, lui ne recevrait rien du tout. Si cela continue, ajoutait l'empereur exaspéré, il serait bientôt forcé de publier des documents qui feraient rougir des personnages très haut placés.

L'empereur Maximilien manifesta d'abord son indignation par la manière dont il traita l'ambassadeur d'Autriche, qui dut envoyer à Vienne un rapport qui devait le remplir de confusion, à savoir que dans les cas rares où il avait réussi à s'approcher de l'empereur, celui-ci ne lui aurait parlé que de choses indifférentes. Mais l'empereur ne s'en tint pas là. Il fit publier dans *l'Ère nouvelle*, qui était son journal officieux, une polémique acerbe contre la publication du pacte de famille, dans laquelle il démontrait qu'il eût été plus sage de laisser dans l'ombre une convention, dont la validité était contestée par

(1) Empereur Maximilien à Hidalgo, 27 avril 1865. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.



les juristes les plus intelligents « au point de vue légal et constitutionnel ».

En même temps Maximilien avait envoyé aux cours de Bruxelles, de Londres, de Rome et de Paris, ainsi qu'à Vienne, une sorte de protestation officielle. Et, chose singulière, dans cette protestation il imputait à son frère l'initiative de l'acceptation de la couronne du Mexique. Par là il faussait les faits. Puis le document parlait de la pression exercée sur lui et qu'il n'avait jamais rien voulu savoir du pacte. Enfin que les représentants du pays seuls, avec l'approbation des deux monarches, auraient pu conclure un tel pacte.

Les quatre cours ne savaient que faire avec un tel document. L'ambassadeur Metternich demanda à Napoléon de désapprouver publiquement « cette démarche inouïe de l'empereur Maximilien (1) ». Napoléon répliqua qu'il avait donné l'ordre à ses ministres d'ignorer la chose, mais il faisait prier l'empereur François-Joseph, malgré son exaspération justifiée, de ne rien faire qui puisse aggraver la situation déjà précaire de son frère. L'ambassadeur du Mexique à Vienne s'abstint de remettre la note de protestation, sous prétexte d'un voyage en Saxe, et parla longuement, dans son rapport à l'empereur Maximilien, des graves conséquences qui auraient suivi la remise d'une telle note, qui en outre aurait entraîné la rupture de toutes les relations entre Maximilien et sa famille. Si l'empereur Maximilien n'approuvait pas cette façon d'agir, l'ambassadeur Murphy devait donner sa démission.

A Vienne on savait parfaitement que Maximilien avait protesté auprès des autres cours, mais on croyait qu'il avait agi à l'insu de François-Joseph. La situation à Vienne fut aggravée par une « lettre vénitienne » qui avait paru dans *l'Ère nouvelle* et qui donnait des détails sur la situation dans la Vénétie autrichienne, autrefois le point le plus sensible de la monarchie. Cet article, qui était très tendancieux, jugeait avec sévérité la façon tyrannique dont la province était gouvernée.

Tout cela déchaîna à Vienne la réaction la plus véhémement. L'empereur François-Joseph voyait ses craintes se réaliser. Le comte Mensdorff exprimait, dans une lettre privée au comte

(1) Le prince Metternich au comte Mensdorff, 19 février et 2 mars 1865. Vienne, Archives de l'État.

Thun (1), toute son indignation sur un « tel scandale dans une feuille publique ». Vers la fin d'avril on parlait publiquement d'une rupture des relations entre les empires des deux frères. Le gouvernement autrichien fit savoir d'un ton menaçant que les promesses faites dans les documents écrits de la main de l'empereur, celles qui concernaient le remplacement des troupes de la légion autrichienne, seraient retirées si Maximilien ne changeait pas d'attitude.

Le comte Thun était donc avisé de tenir un langage ferme et énergique vis-à-vis de l'empereur Maximilien, pour qu'il restât correct dans son attitude, correction que devraient lui imposer les égards les plus élémentaires, qu'il doit à son frère l'empereur François-Joseph (2).

La protestation tomba dans l'oubli après l'échange d'un grand nombre de lettres à travers l'océan, mais la position de l'empereur Maximilien au Mexique n'en était pas devenue meilleure. Les juaristes saisirent cette bonne occasion pour répandre le bruit qu'il était absolument clair que Maximilien ne voyait dans la situation actuelle qu'une base pour une autre, plus élevée, qui n'était pas encore libre pour le moment. D'autre part, les monarchistes ne pouvaient pas nier qu'une telle conclusion ne fût justifiée par l'attitude de l'empereur.

Toutes ces mauvaises nouvelles qui arrivaient du Mexique étaient une source d'embarras pour Napoléon, mais il sut s'arranger pour que tout fût tenu secret (3). C'est le 15 février seulement que, dans son discours d'ouverture de la session parlementaire, il annonça que le nouveau trône du Mexique se raffermissait, que le pays était pacifié et qu'il commençait à ouvrir ses sources immenses de richesses. Dans les lettres des souverains du Mexique la situation était peinte tout autrement. L'intervention de Napoléon à Rome pour prier le pape de ne pas créer des embarras à Maximilien n'avait eu aucun résultat et le différend à cause du pacte de famille venait de se ranimer. L'attitude du nonce avait toujours inquiété l'impératrice Eugénie, mais Mgr Chigi, le représentant du Saint-

(1) Le prince Metternich au comte Mensdorff, 19 février et 2 mars 1865. Vienne, Archives de l'État.

(2) Metternich à Mensdorff, 19 février 1865. Vienne, Archives de l'État.

(3) Comte Mensdorff au comte Thun, 27 février 1865. Vienne, Archives de l'État.



Siège à Paris, avait su la rassurer, en lui déclarant que Mgr Meglia voulait paraître bien noir au commencement pour blanchir petit à petit (1), ce qui voulait dire qu'avec le temps il deviendrait plus conciliant. Mais les dernières lettres de l'impératrice Charlotte l'avaient fait changer d'avis. L'impératrice Eugénie cherchait à rassurer cette dernière en disant qu'elle et son mari faisaient tout leur possible pour amener la Curie à la conclusion d'un concordat (2).

D'abord Napoléon n'avait pas paru mécontent de la solution radicale de la question des biens de l'Église telle que Maximilien l'avait ordonnée (3). Dans cette lettre, il le félicitait de l'énergie qu'il avait montrée dans cette question, énergie qui devait redoubler maintenant que la décision était tranchée pour assurer l'exécution des mesures prises. Cette fois il entraînait dans les désirs spéciaux de Maximilien en faisant savoir à Bazaine de ne pas diminuer pour le moment l'armée d'occupation. Le chef d'escadron Loysel était mis à la disposition de l'empereur avec le grade de lieutenant-colonel et il ordonnait, en ce qui concernait l'interprétation du traité de Miramar, qu'à grade égal seulement l'officier français aurait la priorité du commandement sur l'officier mexicain. Mais il atténuait singulièrement cette dernière concession en conseillant de ne pas donner le commandement à un officier mexicain dans la formation des détachements mixtes, car les officiers français lui obéiraient difficilement. Les attaques répétées contre Bazaine avaient produit quelque effet sur l'empereur en ce sens qu'il trouvait, lui aussi, qu'on éparpillait trop les troupes sur ce vaste territoire et il attribuait à cet état de choses tous ces petits échecs, subis çà et là.

La guerre de Sécession, qui semblait de plus en plus se décider en faveur des États du Nord de l'Union, ne laissait pas d'inquiéter Napoléon, mais il se cramponnait à l'idée que la guerre durerait encore longtemps et que lors de la paix les États

(1) Impératrice Eugénie à l'impératrice Charlotte, Tuileries, 29 janvier 1865. Original, Vienne, Archives de l'État.

(2) Impératrice Eugénie à l'impératrice Charlotte, Tuileries, 1<sup>er</sup> mars 1865. Original, Vienne, Archives de l'État.

(3) Napoléon III à l'empereur Maximilien, 1<sup>er</sup> mars 1865. Vienne, Archives de l'État.

Unis y regarderaient à deux fois avant de déclarer la guerre à la France et à l'Angleterre.

Ces remarques rassurantes n'étaient qu'un masque vis-à-vis de Maximilien. En réalité Napoléon voyait s'approcher inévitablement la victoire des États du Nord et par là même le danger qui menaçait son aventure transatlantique commençait à être discuté avec une véhémence toujours plus grande par l'opinion publique en France.

L'impératrice elle-même, si enthousiaste au début, et si heureuse de son œuvre, changeait visiblement d'opinion : elle n'essayait même plus de rejeter les reproches que lui faisait son mari ni les critiques du parlement. Très sensible à toute nouvelle désagréable qui venait du Mexique, elle était fort gênée par les lettres de l'impératrice Charlotte. Sa mauvaise humeur se tourna soudainement contre l'impératrice Charlotte et elle trouva que celle-ci s'était trop avancée dans l'affaire du concordat et avait traité trop brusquement le nonce (1). De même elle s'opposa au désir de Charlotte qui voulait l'éloignement du lieutenant-colonel Boyer, chef de la chancellerie de Bazaine (2). Quant à Bazaine, écrivait Eugénie, il « est un des meilleurs soldats que nous ayons, c'est un fait incontestable, et il sait trop le prix de l'honneur de la France pour vouloir risquer de la compromettre, mais il est impossible, pour grande que soit une armée d'occupation, de garder tous les points d'un si grand empire, par conséquent il faut s'attendre devoir de temps en temps se produire de petits mouvements partiels (3). »

L'impératrice des Français avouait que Charlotte la trouverait sans doute optimiste, « mais je crois qu'il faut l'être un peu, car souvent c'est d'après la contenance qu'on a en haut que les difficultés s'augmentent ou diminuent. » Elle ne pensait ainsi que dans les lettres destinées à Charlotte. En réalité, son optimisme vis-à-vis des affaires mexicaines avait disparu.

(1) Metternich au comte Mensdorff, 16 février 1865. Vienne, Archives de l'État.

(2) Impératrice Eugénie à l'impératrice Charlotte, Tuileries, 1<sup>er</sup> mars 1865. Original, Vienne, Archives de l'État.

(3) Impératrice Eugénie à l'impératrice Charlotte, Tuileries, lettre sans date écrite entre le 1<sup>er</sup> mars et le 1<sup>er</sup> avril 1865. Original, Vienne, Archives de l'État.



La pression de la grande responsabilité qu'elle avait assumée en se prononçant pour le plan aventurier de l'entreprise mexicaine augmentait à mesure que la guerre de Sécession prenait une tournure de plus en plus mauvaise pour les États du Sud, que les difficultés au Mexique se multipliaient et que l'affaire devenait en France de moins en moins populaire. C'est ainsi que les souverains du Mexique commencèrent à perdre peu à peu et leur puissante amie et leur appui à Paris.

FIN DU TOME PREMIER.

## APPENDICES

DU TOME PREMIER

CORRESPONDANCE ENTRE

L'EMPEREUR NAPOLÉON III ET L'ARCHIDUC FERDINAND MAX  
(EMPEREUR MAXIMILIEN)

ET

ENTRE L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE ET L'IMPÉRATRICE CHARLOTTE  
(AVEC UNE LETTRE DE NAPOLÉON III AU COMTE DE FLAHAULT)  
(1861 — 29 mars 1865)

Napoléon au comte de Flahault, à Londres.

Palais de Compiègne, octobre 1861.

Mon cher comte de Flahault,

Comme j'apprends par M. Thouvenel que notre convention au sujet du Mexique ne marche pas, je veux vous exprimer franchement mes idées afin que vous les communiquiez à lord Palmerston. Lorsque le Premier Ministre sera au fait des intentions que j'apporte dans cette affaire, j'espère qu'il voudra bien vous dire aussi clairement le fond de sa pensée et qu'il en résultera une entente et une action commune. Il est inutile de m'étendre sur l'intérêt commun, que nous avons en Europe à voir le Mexique pacifié et doté d'un gouvernement stable. Non seulement ce pays, doué de tous les avantages de la nature, a attiré beaucoup de nos capitaux et de nos compatriotes dont l'existence se trouve sans cesse menacée, mais par sa régénération il formerait une barrière infranchissable aux empiètements de l'Amérique du Nord, il offrirait un débouché important au commerce anglais, espagnol et français en exploitant ses propres richesses, enfin il rendrait de grands services à nos fabriques en